

# **Soumission de YOUNGO pour le dixième Dialogue Technique d'Experts et la deuxième Réunion dans le Cadre du Programme de Travail ad hoc sur le Nouveau Objectif Collectif Quantifié de financement climatique**

## **Point de vue de YOUNGO sur le NCQG :**

Le NCQG doit respecter les droits humains, le principe de RCMD-RC (Responsabilités communes mais différenciées et capacités respectives) et l'obligation des pays développés au titre de l'Accord de Paris de fournir des financements publics comme élément central du NCQG, dans le contexte des responsabilités historiques et conformément au principe du pollueur-payeur. Le NCQG doit être déterminé par les meilleures données scientifiques disponibles, y compris les connaissances des Peuples Autochtones et les besoins et priorités évolutifs des pays en voie de développement et des communautés affectées.

Aussi le NCQG n'existe pas seul ; la réalisation de l'Article 2.1 ne peut être obtenue que dans le cadre d'une réforme de l'architecture financière internationale et de l'alignement des flux financiers. Le financement fourni dans le cadre du NCQG doit éviter les stratégies qui alourdissent les charges de la dette des pays bénéficiaires, en privilégiant les subventions et les financements hautement concessionnels, en particulier pour les sous-objectifs thématiques d'adaptation et de pertes et dommages.

Le NCQG doit adopter une approche centrée sur les bénéficiaires, en incluant de manière claires les principes de transition juste décrits dans le *Just Transition Work Program*, tout en garantissant la consultation, la prise en compte et les droits des Peuples Autochtones, des femmes et des groupes de genre divers, des personnes porteuses de handicap, des communautés locales, des enfants et des jeunes, ainsi que d'autres engagements procéduraux au titre de l'Accord de Paris. Cette approche doit respecter les besoins et les priorités de ces populations afin d'assurer l'équité et l'efficacité des flux financiers climatiques. Ceux-ci doivent être soulignés comme des principes fondamentaux avec des mandats spécifiques d'opérationnalisation tout au long du texte.

Le financement des pertes et dommages est essentiel pour garantir les droits humains et la prise en compte des questions d'équité intergénérationnelles et de genre dans le NCQG, puisque le dérèglement climatique et les décisions financières ont des impacts réellement disproportionnés sur les femmes et les groupes de genre divers, avec des implications à long terme pour les générations futures. La dette résultante pèsera injustement sur les générations les plus jeunes, qui ne portent aucune responsabilité pour le dérèglement climatique.

Enfin, la transparence doit être grandement améliorée pour garantir la responsabilité non seulement du *quantum*, mais aussi des autres questions qualitatives mentionnées ci-dessus, notamment en améliorant la compréhension de ce qui compte et de ce qui doit être exclu du calcul du financement climatique. De nouveaux dispositifs de transparence doivent inclure de nouveaux et meilleurs rapports sur les pertes et dommages, ainsi que sur la prise en compte des questions de genre et d'équité intergénérationnelles, l'équivalence des dons et la viabilité de la dette, et d'autres règles supplémentaires pour le *Enhancing Transparency Framework*, comme l'exige la décision du NCQG.

### **Point de vue de YOUNGO sur l'organisation du TED 10 et MAHWP 2 :**

Il est désormais crucial de faire la distinction entre les désaccords politiques et l'incertitude technique dans ces discussions. Les positions sur des sujets tels que la structure, la base des contributeurs et le *quantum* sont déjà connues et ne devraient pas être discutées lors du TED 10, mais uniquement lors de MAHWP 2. Nous tenons à souligner que les contributeurs ne peut être le seul sujet abordé.

À cet égard, nous souhaitons souligner l'importance de discuter de la manière de faciliter les procédures de désendettement pour les pays en voie de développement, de limiter les conditionnalités pour mobiliser les financements climatiques et d'assurer le caractère raisonnable de ces conditions.

De plus, en tant que représentant•es de la Youth and Children Constituency de l'UNFCCC, nous tenons à insister sur l'importance de discuter des mécanismes de consultation pour permettre aux mouvements de jeunesse locaux et aux organisations de la société civile dans les pays en voie de développement afin de participer à la définition des priorités, y compris pour les désendettement via le NCQG dans leurs régions respectives.

La mise en œuvre des droits humains ainsi que la prise en compte, la consultation et les droits des Peuples Autochtones, des femmes et des groupes de genre divers, des personnes en situation de handicap, des populations locales, des enfants et des jeunes, ainsi que des communautés les plus touchées nécessitent une attention particulière. Ces questions cruciales nécessitent un TED dédié, car elles surpassent les désaccords politiques habituels et montrent un besoin d'une réflexion approfondie et commune.

Les sources innovantes, les modalités d'accès, les mécanismes de comptabilité et les arrangements concernant la transparence nécessitent également une discussion technique plus approfondie avant de poursuivre les négociations sur ces sujets.

Aussi, nous voulons souligner que garantir l'accès pour tou•tes est impératif, avec un espace adéquat dans la salle. Si l'accès doit être restreint en raison d'un manque de sièges, ce qui serait très préoccupant étant donné l'importance de cette item, au moins trois représentant•es

par *constituency* devraient pouvoir être présent·es dans la salle, et une *overflow room* devrait être prévue pour les autres observateurs et observatrices.

Pour assurer l'accessibilité à toutes les populations, y compris les non-anglophones, des dispositions appropriées doivent être prises pour fournir une traduction des discussions ou, au minimum, pour faciliter le travail des traducteur·ices externes à l'UNFCCC, compte tenu des problèmes budgétaires actuels.